

EN GRÈVE POUR NOS RETRAITES

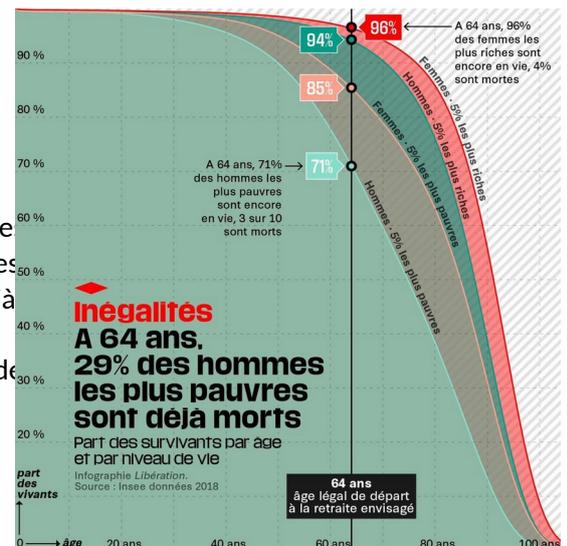
Pour nos retraites, pour nos salaires : En grève le 19 janvier 2023 !

NON au report à 64 ans, NON à l'allongement de cotisations !

Le gouvernement vient d'annoncer une énième contre-réforme de nos retraites, avec toujours la même obsession : nous faire travailler plus pour gagner moins. Ne soyons pas naïfs ou dupes en pensant que le système actuel est parfait, mais il convient au contraire de protéger les fondations du système de répartition tout en faisant annuler les précédentes contre-réformes pour proposer de véritables améliorations. Nos retraites, ce sont avant tout nos cotisations, donc du salaire « différé ». La volonté du gouvernement est tout simplement de faire payer aux français les cadeaux fiscaux accordés aux plus riches pendant cette crise sanitaire, et qui se sont purement et simplement enrichis grâce à l'argent des contribuables ! Et cela au détriment de la majorité des salariés, retraités et chômeurs, qui subissent l'inflation sans aucune mesure de protection de leur pouvoir d'achat.

Carrières longues, métiers pénibles, bas salaires : les premiers touchés par cette contre-réforme patronale

Dans nos secteurs -l'agro-alimentaire, la métallurgie, BTP, le caoutchouc ou encore la logistique, nous sommes souvent confrontés aux métiers pénibles, aux horaires atypiques et travail posté, à la sous-traitance, mais aussi aux carrières longues avec nombre d'entre nous qui ont commencé avant 20 ou 18 ans. Cette contre-réforme ne fera qu'accentuer de conditions déjà défavorables. A l'heure où déjà à 62 ans, 25% des travailleurs les plus pauvres, majoritairement des hommes sont déjà morts et cela avant même l'âge de leur retraite, quand sera-t-il à 64 ans ? De même, qu'en sera-t-il pour les femmes qui cumulent souvent de temps partiels, ont aussi des carrières incomplètes et des salaires majoritairement plus faibles ? Sans parler des nombreuses suppressions d'emplois, des fermetures d'usines, où peu de nos collègues ont connu des carrières entières et surtout linéaires, avec un mode de calcul actuel sur les 25 meilleures années, ce qui est déjà scandaleux.



PRÈS DE 160 MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES
PAR AN POUR LES ENTREPRISES !



De l'argent, il y en a dans la poche du patronat

En 2022, l'État a versé 160 milliards d'aides publiques aux entreprises, ce qui a permis aux entreprises du CAC40 de redistribuer 80 milliards de dividendes aux actionnaires (soit 1100 euros / habitant) et des très hauts salaires pour une minorité de cadres dirigeants.

Et on nous fait croire qu'il manque 10 milliards pour les retraites ?

Des aides par dizaines et dizaines de milliards d'euros sans contrôle :
L'argent, allons le chercher dans la poche du patronat pour le redistribuer !

